



Ce n'est évidemment pas par distraction que Bart De Wever a nommé Jan Jambon au poste de Vice Premier et ministre de l'Intérieur et Theo Francken à celui de Secrétaire d'État à l'Asile et aux migrations. C'est un message politique envoyé à la mouvance nationaliste flamande et à la part substantielle de l'électorat du Vlaams Belang qui s'est porté sur la N-VA le 25 mai 2014. © PHOTONEWS

Il faut bien sûr comprendre le passé... mais aussi le présent



PASCAL DELWIT

Politologue à l'Université Libre de Bruxelles

L'installation du nouveau gouvernement fédéral fut, la semaine passée, passablement agitée, singulièrement autour des propos de Jan Jambon et de l'attitude de Theo Francken le jour même de la prestation de serment.

Le débat a rapidement conduit à (re) mettre au centre la question de la collaboration et de la répression. Dans la dynamique du débat, peu se sont embarrassés de nuances.

Dans ce contexte, plusieurs historiens ont été amenés à commenter le «contenu» d'une controverse explicite ou latente relativement à la collaboration, la résistance, la répression et l'essence des nationalismes flamands. Sur ces thématiques, peu de différences majeures se donnent à voir dans la littérature historique.

En revanche, la question est plus ouverte sur la relation de ces thèmes au débat politique contemporain. Bruno De Wever, professeur à l'Université de Gand, historien – justement – réputé, en particulier sur les nationa-

lismes flamands et, plus spécifiquement encore, sur le Vlaams Nationaal Verbond (VNV), fut le plus sollicité. À mon estime, le fil rouge de deux axes argumentaires qu'il a soulevés mérite débat.

Le premier porte sur le propos de Jan Jambon à La Libre Belgique. Dans son interview au Soir, Bruno De Wever minimise ou borne la portée de l'interview du Vice Premier ministre. Mais en est-il bien ici? Qu'il soit permis d'en douter. Soulignons d'abord qu'un homme politique chevronné est rodé à passer outre aux questions gênantes. Or, Jan Jambon n'a pas fait l'impasse sur la question de la collaboration. On pointerait ensuite que le propos de Jambon peut, en réalité, être interprété dans des sens différents.

Jambon dit: «La collaboration a été une erreur. Le mouvement flamand a été isolé pendant des dizaines d'années. Mais c'est plus facile de dire après. Les gens qui ont collaboré avec les Allemands avaient leurs raisons. Moi, je ne vivais pas à cette époque-là».

Pour Bruno De Wever, le message de Jan Jambon est: «Ils ont eu tort». À mon sens, c'est pour le moins ambivalent. Où est le tort? D'avoir collaboré avec l'occupant nazi ou d'avoir emprunté cette voie pour faire advenir les «revendications flamandes»? En première hypothèse, c'est un tort substantiel: le fait même de collaborer avec l'Allemagne hitlérienne est réhébilitatoire. En deuxième hypothèse, en revanche, c'est un tort stratégique, qui ne condamne pas le substantiel.

Exploitation et instrumentalisation

Telles que sont agencées les idées de l'interview, Jambon me semble dire que c'est une erreur stratégique «car le mouvement flamand a été isolé pendant des dizaines d'années», «mais ils avaient leurs raisons». Ce faisant, nous serions devant un fait politique majeur qu'un Vice Premier ministre s'exprime en ce sens. On ne peut en ignorer ou en sous-estimer la

portée.

Bruno De Wever nous invite par ailleurs à ne pas «exploiter les événements historiques». Certes, il a raison. Néanmoins, il est dommage que l'instrumentalisation qu'il évoque n'est rapportée qu'au rôle linguistique francophone. Et on peut même s'étonner de certaines de ses leçons politiques sur la manière «d'attaquer la N-VA».

Instrumentalisation, il y a indubitablement eu – pour partie. Dans le spectre francophone, elle ne visait pas tant la N-VA que le MR. Mais l'instrumentalisation fut et est aussi présente dans le chef de plusieurs acteurs néerlandophones, au premier rang desquels... la N-VA.

Ce n'est évidemment pas par distraction que Bart De Wever a nommé Jan Jambon au poste de Vice Premier et ministre de l'Intérieur et Theo Francken à celui de Secrétaire d'État à l'Asile et aux migrations. C'est un message politique envoyé à la mouvance nationaliste flamande et à la part substantielle de l'électorat du Vlaams Belang qui s'est porté sur la N-VA le 25 mai 2014.

Jambon qui a pris part à une réunion du Sint-Maartensfonds et à une conférence de Jean-Marie Le Pen – à un moment où il n'était plus écolier – incarne les fondamentaux originels de la N-VA, avec des ambiguïtés afférentes. Quant à Théo Francken, une partie de son positionnement a été clairement rappelé cette semaine.

Tout cela ne doit pas au hasard, pas plus que les répliques de Bart De Wever, évoquant des «foutaises» de francophones, «l'absence d'erreur» dans le chef de Francken ou Jambon, ou sa volonté de s'occuper des «problèmes de ce siècle-ci».

Bien sûr, plusieurs, notamment Bruno De Wever, ont rappelé que dans les années septante tous les partis démocratiques francophones avaient discuté avec la Volksunie – le RW, le PSC et les libéraux en 1974 – ou gouverné avec elle – le FDF, le PSC et les socialistes

La N-VA, parti nationaliste flamand indépendantiste, a choisi de siéger dans un groupe au Parlement européen avec deux formations d'extrême droite. Autant d'éléments qui ne sont pas anodins et qui amènent à regarder avec attention ses premiers pas dans un gouvernement fédéral.

EXPRESS

L'installation du nouveau gouvernement fédéral a ranimé le débat autour de la **collaboration**.

Pour l'historien **Bruno De Wever**, le message de Jan Jambon est: «Ils ont eu tort». Pour Pascal Delwit, c'est pour le moins **ambivalent**.

Bruno De Wever regrette aussi l'exploitation des événements historiques qui a été faite. C'est en partie vrai mais **l'instrumentalisation** fut et est aussi présente dans le chef de la **N-VA**.

Ce n'est pas par distraction que **Bart De Wever** a nommé Jan Jambon à l'Intérieur et Theo Francken à l'Asile et aux migrations.

en 1977. Et qu'au sein de la VU, il y avait d'anciens collaborateurs, dont notamment Bob Maes qui fut célébré par Théo Francken. C'est parfaitement exact. Mais, s'il ne faut pas faire d'anachronismes avec la deuxième guerre mondiale, il s'impose de ne pas en faire sur cette période.

La Volksunie n'était pas la N-VA

La Volksunie n'était pas la N-VA. En particulier, ce n'était pas un parti indépendantiste. Elle avait d'ailleurs considérablement évolué sous l'impulsion d'Hugo Schiltz. Qui plus est, si elle n'était pas entrée dans le gouvernement Tindemans I, c'est en raison de sa demande d'une loi... d'amnistie.

Au demeurant, au terme de sa première – courte – participation gouvernementale, elle avait vu son aile la plus droite créer le Vlaams Nationale Partij et le Vlaamse Volkspartij, à l'origine du Vlaams Blok.

Le contexte contemporain n'est pas du tout le même. Ce n'est pas un jugement, positif ou négatif, que de l'énoncer. C'est une observation. La N-VA, parti nationaliste flamand indépendantiste, est le premier parti de Flandre et de Belgique. À ce titre, c'est la formation la plus importante de l'exécutif fédéral.

Ce parti a choisi de siéger dans un groupe au Parlement européen avec deux formations d'extrême droite – Les Vrais Finlandais et le parti populaire danois. Autant d'éléments qui ne sont pas anodins et qui amènent à regarder avec attention ses premiers pas dans un gouvernement fédéral. On ajoutera que l'exécutif est le plus à droite de l'histoire politique belge, générant une polarisation peu coutumière en Belgique.

L'analyse contemporaine des attitudes et des comportements d'acteurs politiques et sociaux, de la majorité et de l'opposition, francophones et néerlandophones, mais aussi des médias des deux rôles linguistiques, doit, entre autres, s'effectuer à cette aune.

"Le(s) présent(s) article(s) est (sont) reproduit(s) avec l'autorisation de l'Editeur, tous droits réservés. Toute utilisation ultérieure doit faire l'objet d'une autorisation spécifique de la société de gestion Copiepresse info@copiepresse.be "